

L'Afrique a dû augmenter de 700 p. 100 ses importations de céréales depuis son indépendance, mais, en dépit de cela, la Banque mondiale estime que la consommation alimentaire quotidienne de près de 60 p. 100 de la population africaine est inférieure au niveau où se situe officiellement la malnutrition.

Vingt-quatre pays africains risquent ce que la FAO a qualifié de «pénuries alimentaires catastrophiques».

● (1840)

Lorsqu'on examine la carte d'Afrique, on n'y compte guère plus de 24 pays. Voici ce qu'il dit en terminant:

Si son économie s'effondre, le seul instrument de croissance—et même de survie—du continent africain sera immobilisé et son effondrement entraînera à sa suite tous les pays de l'Afrique australe, en fait, toute l'Afrique sub-saharienne. Alors, les victimes de la famine se compteront par dizaines de millions.

Lors de son passage à Toronto dernièrement, M. Buthelezi a déclaré:

Les noirs n'auraient pas opté pour la stratégie du désinvestissement, si on leur avait donné le choix. Les masses de Sud-Africains noirs me l'affirment.

Ainsi, M. Buthelezi, le chef des Zoulous, est l'un des plus farouches adversaires de l'apartheid, et à fort juste titre. Toutefois, malgré cela, il n'est pas d'avis que les sanctions constituent la solution à adopter et je dois dire que je partage tout à fait son avis. Pour rétablir la paix, il conviendrait plutôt de procéder de manière raisonnable, d'affaiblir l'économie avec des moyens autres que les sanctions, de viser directement les milieux d'affaires et les mouvements syndicaux, et peut-être de court-circuiter un gouvernement très rigide et autoritaire.

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, je me réjouis de prendre part à cette discussion sur l'Afrique du Sud qui porte sur la nécessité d'imposer des sanctions, solution qui semble rallier l'adhésion de la majorité des députés sans pour autant être unanime. Le dernier orateur a exprimé son désaccord, contrairement, il me semble, à la plupart de ceux qui l'ont précédé. Quoi qu'il en soit, puisqu'il n'y a pas de motion particulière, il s'agit d'une discussion plutôt que d'un débat proprement dit où l'on prend parti pour ou contre. Nous voici donc en quête d'une orientation.

Les discours ont été fort intéressants. En particulier, les propos du député de Nepean—Carleton (M. Tupper) m'ont plu. D'autres que moi y ont déjà fait allusion. Il a relaté de façon très émouvante son expérience en Afrique du Sud. C'était d'autant plus saisissant qu'il a parlé carrément, avec franchise, mais de manière digne et retenue.

Comme tant d'autres, les paroles de Mgr Tutu m'ont bouleversé. Je lisais aujourd'hui dans le *Globe and Mail* la phrase suivante:

Seule une intervention du monde extérieur peut empêcher l'apocalypse. Qu'attend le monde pour agir?

Nous savons ce que Mgr Tutu entend par «intervention». Il réclame des sanctions. Bien que les noirs d'Afrique du Sud ne soient pas unanimement de cet avis, tout nous porte à croire et nous incite à affirmer que telle est de plus en plus la volonté de la majorité de la population, c'est-à-dire des noirs.

L'intervention que réclame Mgr Tutu ne devrait pas nous faire peur, bien qu'on associe la plupart du temps cette idée à une action militaire, violente et agressive. La sienne s'apparente plutôt à une intervention syndicale, quand on prive un employeur de sa main-d'oeuvre parce que les négociations ont échoué.

D'aucuns ont dit qu'il fallait négocier, pour ramener à la raison patrons et employés. J'ajouterai, pour ma part, que les

### Article 29 du Règlement

sanctions constituent une forme ultime de négociation. Cette intervention n'est pas belliqueuse, car les intéressés ont encore la possibilité de s'exprimer, de réfléchir, de changer d'avis et de s'entendre. En réalité, Mgr Tutu ne nous demande pas tant d'intervenir, dans le sens normal du terme, mais plutôt, si je ne m'abuse, de cesser d'intervenir. En effet, il y a des années que les puissances occidentales interviennent en Afrique du Sud et qu'elles tirent profit de l'apartheid.

Nous avons profité des travailleurs mal payés qui produisent à bon prix des denrées alimentaires et des métaux rares et recherchés. Il existe d'autres sources d'approvisionnement dans le monde, mais celle-là est bon marché. Nous intervenons en Afrique du Sud et nous appuyons la violence de cet État raciste en profitant des minerais et autres produits qu'il nous est possible d'en obtenir. Mgr Tutu nous demande en clair de cesser d'appuyer la violence en Afrique du Sud. Nous devrions plutôt intervenir en prenant des sanctions.

Plus tôt aujourd'hui, nous avons entendu certains commentaires dénotant la volonté de faire diversion en s'en prenant aux Soviétiques ou aux communistes, en invoquant ceci ou cela, en mettant en cause d'autres pays contrôlés par les Soviétiques ou supposés tels par certaines personnes. Je ne prendrai pas la peine de répliquer à ces commentaires car ils ne visent qu'à noyer le poisson. Le fait est que le Canada et ses alliés sont engagés en Afrique du Sud. Nous sommes engagés aux côtés de l'opresseur. Il ne sert à rien de changer de sujet en parlant de la violence commise par quelqu'un d'autre. Nos relations commerciales avec l'Afrique du Sud nous placent du côté des oppresseurs. Tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas réduit considérablement ces relations commerciales, nous ferons le jeu du tyran.

Je crois qu'il serait bon de sabrer dans nos importations de produits agricoles. Des mesures ont déjà été prises pour réduire la vente de vins sud-africains au Canada. C'est une mesure que pratiquement tout consommateur ordinaire peut prendre lui-même, qu'il s'agisse de vin, de fruits, de conserves ou de tout autre produit agricole. Puisque la plupart des gens ne peuvent pas agir en haut lieu, c'est un geste qu'il vaut la peine de faire. Cependant, il importe également, et dans un sens, il est plus critique que notre pays cesse tout commerce de minerais avec l'Afrique du Sud. Il est honteux que nous raffinions de l'uranium que l'Afrique du Sud vole à sa voisine la Namibie en assassinant des Namibiens. Une partie de cet uranium est expédié en Ontario pour y être raffiné. Évidemment, certains Canadiens profitent de ce minerai volé, obtenu grâce au meurtre, pour empocher de l'argent. Nous devrions mettre un terme à cet état de chose.

Certains extrémistes, comme le président Reagan, ont propagé des rumeurs voulant que nous soyons stratégiquement dépendants des minerais d'Afrique du Sud. Je prendrai quelques minutes pour bien faire comprendre de quoi il retourne avec l'aide de documents fournis par le comité sud-africain pour la solidarité syndicale. On le sait, l'Afrique du Sud produit de nombreux minerais. Selon certaines normes, ils sont extraits efficacement. Le pays est doté d'un excellent réseau de transport.